

ÉDITO

Comment interpréter l'abstention de l'Arabie Saoudite et de la quasi-totalité des pays arabes lors du vote de la résolution des Nations Unies sur les disparus de Syrie ?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est senior advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar

en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

arabe, initiée par les EAU et impulsée par l'Arabie Saoudite. Soucieux de stabiliser la région pour le bon développement de ses mégaprojets économiques, Riyad a en effet mené une intense campagne auprès de ses voisins pour voter le retour de

la Syrie dans la Ligue Arabe en mai. Cette réhabilitation a été actée par l'invitation du président Assad au dernier sommet de l'organisation à Djeddah, où il a été accueilli chaleureusement par le prince héritier saoudien.

Le constat est frappant : lors du vote le 29 juin de la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la création d'un organisme indépendant destiné à vérifier le sort des disparus de la guerre en Syrie, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, Bahreïn, l'Égypte, les Emirats Arabes Unis, l'Irak, la Jordanie, le Maroc, Oman, la Tunisie et le Yémen se sont abstenus.

Pourtant, ce sont ces mêmes pays qui, pendant une décennie, ont dans leur majorité mis la Syrie au ban de leur communauté, rompant leurs relations diplomatiques avec Damas, l'excluant de la Ligue Arabe en 2012, et soutenant un temps les groupes d'opposition au régime de Bachar el-Assad.

Il est difficile de ne pas y voir le résultat immédiat de la réhabilitation de Damas sur la scène



Avec cette abstention à l'ONU, près de deux mois après avoir normalisé ses relations avec la Syrie, l'Arabie Saoudite montre une nouvelle fois sa volonté d'endosser le rôle de puissance non alignée sur Washington et incontournable dans la région. Elle signale à la Syrie et ses alliés russe et iranien qu'elle ne fait plus partie de la campagne de non-reconnaissance du régime syrien soutenue notamment par les Etats-Unis, et qu'elle souhaite sincèrement son retour dans le giron arabe.

Cela signifie surtout que les Saoudiens voudront que la question syrienne soit tranchée au sein de la sphère politique arabe et non par des acteurs internationaux. D'une certaine manière, l'Arabie veut ainsi retrouver son statut de « grand frère » arabe et de leader respecté par tous les acteurs régionaux.

Le choix de l'abstention plutôt que du vote contre est aussi un moyen pour les Arabes, et en particulier les Saoudiens et les Emiriens, de conserver une marge de manœuvre entre leurs différents partenaires : vis-à-vis des Occidentaux, ils peuvent prétendre qu'en évitant un rejet total arabe, cette position a permis dans un sens à la résolution d'être approuvée. Ils envoient en même temps un message à Assad qu'ils ne le soutiendront qu'à certaines conditions, à savoir la fin du trafic de Captagon, le retour des réfugiés syriens en toute sécurité chez eux et la résolution politique du conflit en Syrie. Le régime n'a en effet pour l'heure montré aucune réelle volonté d'honorer ces engagements.

Finalement, le Qatar et le Koweït ont été les deux seuls États arabes à voter pour la résolution sur les disparus de Syrie. Les deux pays, proches de l'administration américaine, n'ont en effet jamais caché leur réticence à la réhabilitation du régime de Bachar el-Assad. La demande du retour en toute sécurité des réfugiés syriens fait notamment partie intégrante de la position de Doha. Mais l'émirat se doit de jouer les équilibristes sur le plan régional : un an et demi après la fin du blocus (2017-2021) mené par les Emirats et l'Arabie Saoudite, et alors que la région montre des signes de stabilisation, l'heure n'est pas aux dissensions. « L'Etat du Qatar cherche toujours à soutenir le consensus arabe et n'y sera pas un obstacle » avait déclaré le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères avant le retour de la Syrie



dans la Ligue Arabe. Doha l'avait approuvé avec 12 autres membres de l'organisation le 7 mai, tout en rappelant qu'il ne normaliserait pas ses relations avec le régime syrien, contrairement à Abou Dhabi et Riyad.

En dehors de ces considérations géopolitiques, l'abstention au vote sur les disparus de Syrie est enfin l'occasion pour les pays arabes d'éviter de prendre position sur un sujet qui les concerne en interne. La majorité de ces États compte en effet des prisonniers politiques arrêtés de façon arbitraire pour des simples raisons de censure. Dans ces conditions, ils souhaitent donc que ce genre de résolution n'ait pas lieu. Mais pour ne pas être dans une logique de défiance vis-à-vis de la communauté internationale, ils préfèrent s'abstenir sur tout ce qui est du domaine des droits humains.

Le vote de l'Arabie Saoudite et de la plupart des pays arabes sur cette résolution correspond donc à une série de motifs qui doivent être compris dans leur complexité et ne pas être interprétés comme un simple blanc-seing accordé désormais au régime de Damas. ●

REGARD D'EXPERT

L'Euro numérique est-il toujours une priorité ?

Par Dominique Leblanc



Dominique LEBLANC est associé senior chez ESL & Network France. Après avoir été au Ministère de l'Industrie (1979-1984) et au Ministère de l'Economie et des Finances (1984-1988), il intègre la Société des Bourses Françaises, aujourd'hui NYSE-Euronext. Il y occupe successivement plusieurs fonctions de direction, jusqu'à en devenir le directeur général délégué. En 2001, il devient directeur général délégué de Viel et Cie, et en 2003, directeur général délégué de FinInfo SA. En mai 2008, il crée la société Information & Finance Agency S.A.S, société de conseil spécialisée dans les questions de finance de marché et d'évaluation d'entreprises dont il est le président-directeur général. Dominique LEBLANC a également été président de Wansquare et de La Lettre de l'Expansion, jusqu'en 2021.

Après avoir été sous les feux des projecteurs, le projet d'euro numérique poursuit son cours sur un mode confidentiel.

Alors que la vague des crypto-monnaies est retombée et n'apparaît plus comme une solution crédible de remplacement et d'éviction des monnaies des banques centrales, que l'appropriation de ces crypto-monnaies par l'une ou l'autre des GAFAM est devenue une perspective illusoire, que les craintes de mise en jeu de la souveraineté monétaire des Etats et des banques centrales ne sont plus de mise, les projets initiés lors de cette période d'agitation se mettent en œuvre progressivement.

Une équipe d'une cinquantaine de personnes a été constituée par la BCE pour travailler sur le projet. Le calendrier de l'euro numérique s'apprête à entrer dans une phase nouvelle de préparation et d'expérimentation. Dès lors va se poser la question de sa pertinence et de sa priorité au regard d'un contexte radicalement modifié.

Après un premier rapport, publié en octobre 2020, sur l'opportunité de créer une monnaie numérique de banque centrale, libellée en euros, la BCE a lancé, en juillet 2021, la phase d'étude avec

pour objectif de définir comment un euro numérique pourrait constituer un moyen de paiement pratique permettant aux citoyens de payer partout dans la zone euro au moyen d'une monnaie digitale et souveraine, émise par la BCE

La BCE a publié depuis lors trois rapports d'étape sur les objectifs du projet et les «options de conception fondamentales», approuvés par son conseil des gouverneurs et le 28 juin 2023, la Commission a présenté des propositions législatives sur l'euro numérique qui seront débattues avec le Conseil et le Parlement Européen.

Selon ces propositions, l'euro numérique viendrait compléter les espèces et serait mis à la disposition du grand public. Il fonctionnerait comme un portefeuille numérique pouvant être utilisé par les citoyens et les entreprises pour leurs paiements, à tout moment et dans toute la zone euro. Il coexisterait avec les moyens de paiement privés nationaux et internationaux existants, tels que les cartes ou les applications. Il serait disponible en ligne et hors ligne et permettrait d'effectuer des paiements et des transferts de fonds

Les arguments de souveraineté monétaire face aux crypto-monnaies et aux GAFAM étant devenus progressivement hors de propos et inopérants, la Commission, pour promouvoir son projet, fonde désormais son argumentaire sur trois registres :

- la nécessité d'innover dans un environnement numérique évolutif où nous serons confrontés à des changements dans la technologie des paiements ;
- la garantie pour tous, y compris les plus défavorisés, de bénéficier de services monétaires de base ;

- les risques de position dominante des réseaux Visa et Mastercard bénéficiant d'un monopole.

Quel que soit le bien fondé et la force de frappe de ces différents arguments, il demeure cependant que de priorité absolue, l'euro numérique est devenue priorité relative, et tandis que les arguments en faveur du projet baissent en intensité et en pertinence, les objections et interrogations en sa défaveur montent en puissance de la part de plusieurs foyers d'opposition.

Premier foyer d'opposition, les banques, émettrices d'une monnaie commerciale susceptible d'être concurrencée par la monnaie numérique banque centrale. Pour les convaincre et si possible les rassurer, la BCE insiste sur le fait que la détention de monnaie numérique de banque centrale sera limitée à un plafond qu'elle propose de fixer à 3 000 €. Il n'est pas sûr que ce plafond, potentiellement évolutif, rassure pleinement les banques commerciales qui néanmoins s'expriment sur le sujet *mezzo voce*, afin de ne pas irriter une institution qui les alimente en liquidités et contrôle leurs activités.

Second foyer d'opposition, les défenseurs des libertés individuelles, plus virulents car non assujettis à la BCE. Pour les rassurer, la BCE insiste sur le niveau élevé de protection de la vie privée que le projet garantira. En l'absence pour l'instant de précisions sur les modalités pratiques, le débat reste théorique et de principe. Nul doute qu'il deviendra prégnant et polémique le jour venu.

Troisième, peut-être pas dernier et probablement pas des moindres, foyer d'opposition potentielle à un projet complexe et coûteux, celui des opérateurs chargés de sa mise en œuvre, celui des

agents économiques, commerçants et autres, qui devront s'équiper pour recevoir des paiements en euro-numérique.

Si l'on peut adresser un conseil à la BCE et à la Banque de France, qui auront la charge de ce projet, ce serait celui d'étudier avec soin le cas du déploiement par EDF des compteurs numériques d'électricité Linky. Malgré une gratuité plutôt subie que choisie, Enedis, la filiale d'EDF en charge du projet, s'est heurtée à un nombre inattendu de résistances d'une vigueur qui n'avait pas été anticipée, à une irrationalité et parfois à une violence inattendues.

Le déploiement de l'euro numérique ne sera donc pas un long fleuve tranquille mais un long chemin semé d'embûches et d'accidents de parcours. Le projet Linky n'était qu'à l'échelle de la France et ne concernait qu'une thématique mineure, la consommation d'électricité. Le projet d'euro numérique est à l'échelle de la zone euro et concerne une thématique majeure, celle de l'argent.

Heureusement, en cas de difficulté, les autorités de la BCE et de la Commission bénéficieront d'une porte de sortie bienvenue en restreignant l'usage de l'euro numérique à une monnaie interbancaire de gros, et en se limitant à quelques expérimentations ciblées pour les particuliers.

Wholesale plutôt que retail, l'euro numérique suscitera moins d'opposition et rendra des services moins contestés, à moins qu'il ne soit récupéré par les partisans d'une création monétaire massive et accélérée permettant d'accéder directement au destinataire final. L'outil rêvé pour relancer la consommation. ●



REGARD D'EXPERT

Entre caisse de résonance et cahiers de doléances : qu'indiquent les réseaux sociaux sur le rapport des 18-24 ans au sport ?

Par Aurélien Bacot



Diplômé de Sciences Po Lille et de l'École Européenne d'Intelligence Economique, Aurélien a d'abord été consultant au sein d'un cabinet spécialisé dans l'accompagnement de projets innovants. Il

a par la suite travaillé plusieurs années dans le secteur de l'Intelligence Economique avant de rejoindre Antidox en 2021 au sein de l'équipe de veilleurs et analystes numériques.

Dans la lignée du rapport EYES (Emergy Youth Early Signs) réalisé au cours de l'année 2021, SKEMA PUBLIKA a de nouveau sollicité Antidox dans le contexte d'une étude visant à interroger le rapport des jeunes avec le sport. La spécificité de l'étude est d'appréhender le regard des 18-24 ans sur toutes les facettes du sport, qu'il s'agisse de l'échelle individuelle (bien-être) collective (compétitions, rivalités) ou mondiale (soft power et tensions diplomatiques). Ces différentes échelles s'articulent également avec une multitude de thématiques : éducation, santé publique, travail, rôle de l'Etat, patriotisme...

Les 18-24 ont-ils un rapport spécifique avec le sport, entendu en tant que pratique et en tant que spectacle ? Quels éléments saillants ont émergé du volume de données collectées ? Des caractéristiques transversales émergent-elles du discours des jeunes sur le sport malgré la diversité de l'échantillon étudié, ou observe-t-on au contraire des discussions polarisées par des spécificités nationales ?

Cette étude se penche sur les tweets postés par les utilisateurs de twitter âgés de 18 à 24 dans les géographies suivantes : Afrique francophone, Afrique anglophone, Afrique du Sud, Brésil, Etats-Unis, Chine et France. Cet échantillon géographique et démographique représente un total de près de 7,6 millions de tweets, posté 670 000 individus âgés de 18 à 24 ans sur deux périodes d'un an (octobre 2021 à octobre 2022 et janvier 2022 à janvier 2023). L'étude se scinde en plusieurs parties thématiques correspondant à des mots clés associés, qui s'apparentent aux hameçons permettant d'extraire les éléments les plus pertinents de l'océan Twitter. Le travail effectué associe une dimension quantitative (proportions des 18-24 ans à s'exprimer sur tel ou tel sujet, nombre d'occurrence d'un mot clé donné) à une dimension qualitative : analyse des propos, identifications de signaux faibles, de dénominateurs communs ou au contraire de spécificités...

Pourquoi avoir utilisé Twitter comme réservoir de données à collecter et analyser ? Si tous les membres de la tranche d'âge ne sont pas sur Twitter, et si tous les inscrits de la plateforme ne s'expriment pas spontanément pour décrire leur rapport au sport et leurs affects en la matière, il s'agit néanmoins du réseau social qui s'apparente le plus à une caisse de résonance des opinions. Le réseau racheté par Elon Musk dispose également d'une proportion importante d'usager jeunes, à la différence de Facebook qui tend à être de plus en plus délaissé par cette démographie.

Le thème de la santé figure en bonne place parmi les éléments transversaux établis par l'étude, avec 547 800 résultats sur les 7 géographies. Environ 40 % des tweets les plus engageants de chaque pays ou zone évoquent le rôle positif du sport. Outre les bénéfices physiologiques de la pratique sportive, l'importance du sport santé mentale est apparue de manière claire et transversale sur toutes les zones étudiées, ce qui s'explique en partie par le fait que les tweets collectés ont été postés au cours de la

phase de sortie de l'ère Covid. En France notamment, les restrictions apportées à la pratique sportive au cours de l'année 2020 ont en effet été très difficilement vécues par les jeunes qui consacraient un part conséquente de leur temps au sport. Le discours des jeunes américains autour de la santé mentale a aussi permis d'identifier une spécificité. La majorité des tweets les plus engageants croisant les termes « sport » et « santé mentale » émanaient en effet de jeunes athlètes américains déplorant la pression – jugée trop importante – qu'il ressentent et son impact sur leur santé mentale.

L'étude a également permis de confirmer la prégnance des figures tutélaires servant de modèles (imités), d'idoles (admirés) et plus globalement de « marronniers » inépuisables des conversations en ligne. Sans surprise, ce phénomène est majoritairement observé dans les propos des jeunes au sujet du football : le duo Messi et Ronaldo continue à fasciner et les 18-24 ans représentent 25,8% du total des mentions de ces joueurs sur Twitter au cours de l'année écoulée. La rivalité entre les tennismen



Nadal et Federer est aussi apparue comme un élément particulièrement récurrent dans les tweets des jeunes sur le sport. D'une manière plus large, l'étude a montré que les jeunes accordaient une connotation clairement positive au terme « rivalité », un concept qu'il perçoivent comme structurant, fructueux et indissociable du sport de niveau.

Rafa, c'est trop ❤️
La rivalité la plus belle et la plus saine de l'histoire de ce sport.

Translate Tweet
1:38 AM - Sep 24, 2022 - Twitter for iPhone

97 Retweets 1 Quote Tweet 1,064 Likes

L'étude a également établi que si les jeunes des sept géographies étudiées sont prompts à déplorer les insuffisances des infrastructures auquel ils ont accès, ils sont rares à formuler des attentes concrètes envers les pouvoirs publics. La question des infrastructures a par ailleurs mis en lumière la forte polarisation politique du débat public autour du sport au Brésil : on identifie à la fois des tweets déplorant un manque d'infrastructures et des tweets saluant les efforts du gouvernement Bolsonaro en la matière.

Sur le sujet général de la politisation du sport, les jeunes se répartissent en deux catégories quasi équivalente volumétriquement. La première déplore ce qu'elle perçoit comme une « récupération » des grandes compétitions sportives par certains hommes politiques (on relève par exemple plusieurs tweets engageants de jeunes français cri-

Sarita Coelho
@saritacoelho

Replying to @jairbolsonaro @EsporteGovBR and @joacromaneto
O governo Bolsonaro está fazendo um excelente trabalho na área do esporte. Vale a pena divulgar. Parabéns, presidente!

Translate Tweet
6:32 PM - Mar 6, 2022 - Twitter for Android

38 Retweets 416 Likes

tiquant la présence d'E. Macron sur le terrain à l'issue de la finale France – Argentine). La seconde catégorie critique ce qu'elle perçoit comme l'ingénuité de la première, en rappelant à grands renforts d'exemples que le sport « à toujours été politique ». Les Etats-Unis ont par ailleurs présenté une spécificité en termes de discours liant sport et politique : la controverse autour des athlète trans a en effet été particulièrement vivace chez les 18-24 ans au cours de l'année étudiée, ce qui n'est pas le cas pour les autres pays de l'étude. Cette particularité semble ainsi confirmer la forte polarisation des discours souvent associée à la société américaine. Les jeunes brésiliens ont quant à eux beaucoup croisé le fer sur le thème des soutiens publics apportés par certaines stars du foot (en particulier Ronaldinho et Neymar

à Jair Bolsonaro. Autre particularité brésilienne : le rôle accordée à l'émotion dans la manière de regarder et de vivre le sport, symptomatique de la dimension quasi religieuse que le football revêt pour les Brésiliens. Le mot émotion se retrouve ainsi dans 11,5% des tweets postés par les jeunes brésiliens contre 6,3% en France et 1% aux Etats-Unis.

Enfin, les 18-24 ans ont manifesté une certaine lucidité sur la dimension soft power du sport, qu'ils ont été nombreux à évoquer, en particulier en France avec 25 600 tweets. Outre la conscience que le sport peut être utilisé comme vecteur d'influence par des Etats, beaucoup de jeunes ont fustigés ce qu'ils perçoivent comme un « double standard » : « It's soft power when we like the country but sports washing when we don't » affirme ainsi un jeune américain. ●

A Saudi sale to Chelsea would give KSA soft power through sport. Rich private investors may not legally be acting on behalf of the government, but they move in the same circles as key officials. So a sale to KSA (at this type of level and value) is something MBS would use.

5:03 PM - Mar 14, 2022

60 Retweets 4 Quote Tweets 263 Likes

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.